

● (1450)

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, le temps presse et certains de ces aspirants réfugiés qui pourraient devoir retourner en Pologne, vivent dans l'anxiété.

La ministre sait que, ces dernières années, il n'y a presque pas eu de réfugiés ukrainiens de l'Europe orientale et que, dans leur cas, l'octroi d'un permis spécial se justifie. Par suite de l'inaction du gouvernement, la Société d'aide aux immigrants ukrainiens a pris sur elle de parrainer 40 réfugiés de 16 ans ou moins dont le cas présentait un caractère d'urgence.

Comme le temps presse et que le gouvernement autrichien ne peut pas garantir que ces aspirants réfugiés ne seront pas renvoyés en Pologne, où ils risquent d'être considérés comme des traîtres, la ministre peut-elle s'engager à préciser, au plus tard la semaine prochaine, la politique du gouvernement et ce qu'elle compte faire?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le gouvernement autrichien nous a assuré que ces gens ne seront pas renvoyés en Pologne. En ce moment même, nous sommes en pourparlers avec la Société d'aide aux immigrants ukrainiens. Je ne suis pas en mesure de dire quand ces pourparlers aboutiront.

Nous avons, en tout cas, encouragé la Société à parrainer de son côté les aspirants réfugiés dont la situation est particulièrement pénible et nous avons prié nos fonctionnaires d'accélérer le processus à leur égard. Nous continuerons de suivre la situation. Pour ce qui est de l'urgence, l'examen des demandes de statut de réfugié comporte inévitablement des délais.

* * *

LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—LA VALEUR DES CONTRATS
D'ACHATS FÉDÉRAUX

Mme Mary Collins (Capilano): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Approvisionnement et Services. J'ai été consternée récemment par des déclarations qui ont été faites à la Chambre et selon lesquelles les achats du gouvernement fédéral à des entreprises de la Colombie-Britannique ont baissé depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement.

M. Riis: En pourcentage.

Mme Collins: Après 20 ans de négligence de la part du gouvernement précédent, je croyais que depuis quelques années, la valeur des contrats fédéraux octroyés en Colombie-Britannique avait augmenté, en fait.

M. Riis: En pourcentage, la valeur a diminué chaque année depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur.

Mme Collins: Le ministre pourrait-il apporter des éclaircissements? Pourrait-il, en outre, nous préciser ce qu'il est disposé à faire, afin de s'assurer que les entreprises de la Colombie-Britannique obtiennent une part plus importante des achats du gouvernement fédéral?

Questions orales

L'hon. Otto Jelinek (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le Président, la députée devrait savoir que ce n'est pas la première fois que les députés de l'opposition, surtout néo-démocrates, mentionnent les statistiques qui leur conviennent.

Comme la députée le signale, le fait est que la Colombie-Britannique et l'Ouest avaient été négligés pendant près de 20 ans par les gouvernements précédents.

M. Fulton: Jusqu'à aujourd'hui.

M. Jelinek: Au cours de l'année dernière seulement, la valeur des achats en Colombie-Britannique a augmenté de quelque 12 p. 100. Au cours des deux dernières années, l'augmentation en question s'est élevée à quelque 20 p. 100.

Nous ne sommes pas encore satisfaits par les chiffres en question, comme je l'ai précisé à des chefs d'entreprise en Colombie-Britannique et dans l'Ouest. C'est pourquoi le ministre chargé de la diversification de l'économie de l'Ouest et moi-même avons annoncé le mois dernier de nouvelles initiatives pour ce qui est des achats dans l'Ouest qui accroîtront ces derniers de 600 millions de dollars en plus de l'augmentation de 20 p. 100 dont j'ai parlé.

Nous avons présenté un programme destiné aux petites entreprises qui profitera à tous les chefs de petite entreprise, et étant donné leur nombre important en Colombie-Britannique, cela ne pourra qu'être utile à la province.

La semaine dernière, j'ai annoncé que le bureau du ministère des Approvisionnements et des Services à Vancouver serait dorénavant une direction générale pour la région du Pacifique et de ce fait, les entreprises de la Colombie-Britannique peuvent maintenant s'adresser au gouvernement fédéral en Colombie-Britannique directement plutôt que de passer par Ottawa.

Des voix: Bravo!

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES PROGRAMMES DE RECYCLAGE ET D'APPRENTISSAGE—
L'UTILISATION DU CAMPUS DE HAMILTON

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, je m'adresse de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration à propos de l'attitude ignoble du gouvernement envers les travailleurs d'un certain âge. La ministre a eu l'audace de répondre à mon collègue de Notre-Dame-de-Grâce que la Planification de l'emploi permettait à ces travailleurs de retourner sur le marché du travail.

Si cette politique fonctionne si bien, pourrait-elle me dire pourquoi le deuxième campus de recyclage de la main-d'oeuvre et d'apprentissage en importance en Ontario, le campus Hitac de Hamilton, est à la veille de fermer ses portes parce qu'il n'a obtenu aucune subvention fédérale; c'est pourtant un établissement qui dessert plusieurs milliers de travailleurs d'un certain âge dans cette région?